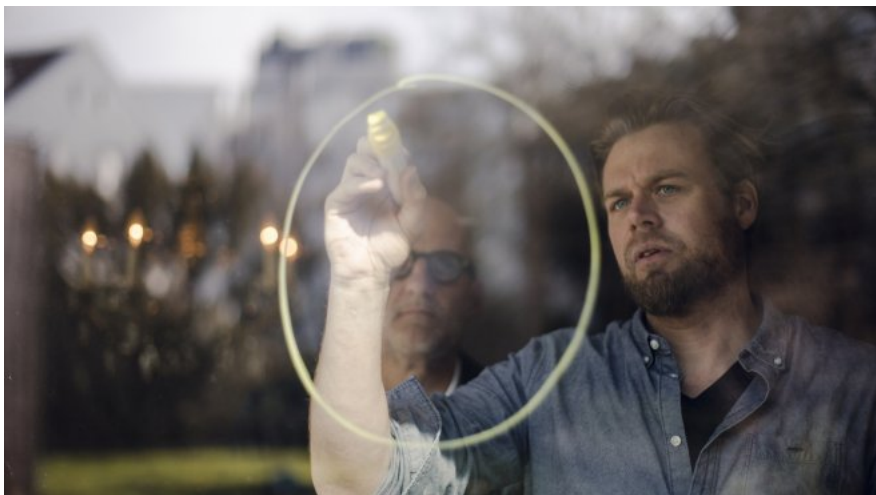




Économie circulaire: la position des milieux économiques

Le Parlement discute actuellement de la manière de renforcer l'économie circulaire en Suisse. C'est une bonne chose, car les approches circulaires offrent des opportunités incontestables à l'économie suisse par rapport à l'utilisation de matières et d'énergie. La diversité des situations impose toutefois des analyses nuancées, pour déterminer si une nouvelle solution est meilleure à la fois sur les plans écologique et économique.

L'économie circulaire est une démarche intelligente, qui va bien au-delà de la gestion classique des déchets. La Suisse est déjà en bonne voie – et il y a de bonnes raisons à cela: grâce à l'écoconception et à des modèles de leasing, les entreprises ouvrent de nouveaux marchés. Elles baissent aussi leurs coûts en réutilisant des matières premières. Les technologies circulaires «made in Switzerland» sont demandées à l'échelle mondiale et contribuent à la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

La nouvelle prise de position d'economiesuisse montre dans quelles conditions l'économie circulaire peut développer tout son potentiel et esquisse les recommandations de l'économie aux décideurs politiques suisses:

- **Adopter une approche globale:** Les principes de l'économie circulaire n'ont de sens que s'ils conduisent à des améliorations à la fois écologiques et économiques. Cela doit être examiné au cas par cas, par des analyses prenant en compte le cycle de vie complet des matériaux et tous les flux

d'énergie, et tenant compte des éventuels conflits d'objectifs.

- **Neutralité technologique:** La formulation des bases législatives de la gestion des déchets et du recyclage doit être technologiquement neutre, afin de tenir compte aussi bien du progrès technologique que des changements dans le comportement des consommateurs.
- **Respecter le principe de subsidiarité:** Au cas où des objectifs quantitatifs en matière de ressources étaient envisagés, ils devraient être élaborés avec les milieux économiques. Actuellement, il existe une bonne base, fondée sur des solutions sectorielles efficaces, qu'il ne faut pas remettre en cause. En effet, seules les entreprises privées ont la capacité de boucler de nombreux cycles.
- **Créer un cadre judicieux:** L'État doit maintenir de l'espace pour les activités privées et les reconnaître. Son action de régulateur doit se limiter aux obstacles à éliminer pour favoriser l'économie circulaire. La Suisse devrait viser un rapprochement avec le droit européen, sans l'outrepasser.

[Accéder au dossier politique sur l'économie circulaire](#)